**Les enseignants des disciplines technologiques face aux réformes : de l’apport des interviews**

*La question du travail doit être prise en compte par les organisations syndicales, elle l’est dans la Fsu, dans ces syndicats et par l’Institut de Recherche. Les approches sont diversifiées, l’une d’entre elles, menée par le secteur enseignements technologiques du SNES et l’institut de recherche à l’occasion des la réforme STI2D et de STL, a reposé sur l’organisation d’interviews des enseignants des disciplines technologiques industrielles et de laboratoire confrontés à la mise en œuvre des réformes. Ces interviews ont permis de recueillir un matériau riche et diversifié qui dit du travail réel des enseignants qui a permis de crédibiliser le discours syndical, et qui avait pour ambition de bâtir des stratégies syndicales au plus près des préoccupations des personnels.*

***La réforme***

La réforme des formations technologiques industrielles STI, STL s’applique depuis la rentrée 2010 avec les enseignements d’exploration en seconde.

**A la rentrée 2011, en première, la série STI** qui comportait 13 spécialités devient la série STI2D – Développement Durable (l’intitulé n’est pas anodin) à été réduite à 4 spécialités :

* AC Architecture et Construction (Génie Civil)
* EEED : Energie et Développement Durable
* ITEC : Innovation technologique Economie et conception
* SIN : Système d’information et numérique

Et comporte également **un tronc commun d’enseignement technologique transversal de 8 heures** dont 1heure d’enseignement commun technologique en Langue étrangère. Cet enseignement de tronc commun fusionne les anciens domaines de spécialités et sont confiés à un seul professeur.

**La filière STL a été réorganisée** au même moment en deux spécialités (au lieu de 3) en Biotechnologies et Sciences Physiques et Chimiques en laboratoire avec un enseignement général, un enseignement interdisciplinaire, Chimie Biochimie, Sciences du Vivant et Mesure et Instrumentation, un enseignement de spécialité Biotechnologie ou Sciences Physique et Chimiques en laboratoire et un Enseignement Technologique en Langue Vivante étrangère.

**En 2012,** ce fut **le tour des série ST2S et STMG** de se voir appliqué la réforme alors que ces séries avaient déjà vécu une rénovation en 2005 et 2006. Si le démantèlement au niveau des contenus a été moins violent qu’en STI, la démarche technologique fut mise à mal aussi bien par la réduction des horaires que par la refonte des contenus plus conceptuels.

***La démarche syndicale***

Le Snes, dans cette période (2010, 2012), a mobilisé les collègues contre la réforme du lycée et notamment organisé des initiatives spécifiques autour de la voie technologique aussi bien au niveau national qu’académique Mais, hélas celles ci n’ont pas permis de mobiliser la masse des collègues et d’obtenir le recul des ministères successifs. Cela a conduit le secteur enseignements technologiques à s’interroger.

Dans le même temps, Yves Baunay, de l’Institut de Recherches de la FSU, dans le cadre du chantier « Travail » a rencontré des collègues de STI de Marseille qui ont témoigné des difficultés à mettre en œuvre la réforme en seconde, prémices de ce qui allait se passer en Première.

Il a proposé au secteur enseignements technologiques du SNES d’engager une « recherche action  » sur le thème : « **Qu’est-ce que la réforme STI/STL change dans le travail réel des enseignants de la voie technologique »**

Nous avons interviewé des collègues vivant la réforme en seconde et en première, au lycée de Marseille, au lycée de Boulogne sur mer, au lycée d’Arsonval de Saint-Maur au lycée Maximilien Sorre de Cachan et dans l’académie de Poitiers.

L’objectif était d’essayer de savoir comment s’y prennent les enseignants en charge de la réforme. Qu’est ce qui change dans leur manière d’enseigner ? Y prennent-ils du plaisir ? Rencontrent-ils des difficultés ? Qu’est ce que cela leur coûte au niveau de leur investissement, de leur temps de travail, et éventuellement en termes de satisfaction dans leur travail, en termes de leur santé aussi. Comment s’y prennent-ils pour faire un travail qu’ils peuvent revendiquer.

**L’ensemble de ces interviews ont été regroupées et ont servi de base de l’organisation d’un colloque le 8 décembre 2011 au lycée Pierre Gille de Gennes à Paris (ex Ecole Nationale de Chimie, Physique et Biologie ENCPB).**

***Objectifs :***

A partir du matériau accumulé, il s’agissait d’élaborer un diagnostic de la situation réelle du travail des enseignants confrontés à la réforme et aux pressions administratives de toutes sortes. La situation des « fins de carrière » est apparue particulièrement dramatique et emblématique des tensions. Le syndicat ne peut pas laisser les collègues se débattre seuls face à cette déshumanisation du travail qui impacte négativement l’activité d’enseignement et d’apprentissage.

Dans le même temps, syndicat avait besoin de mieux comprendre ce qui se joue du point de vue de l’activité de travail des enseignants et en quoi ces réformes sont porteuses de satisfactions comme de mal-être, en appréhendant tous les aspects de la situation : le contenu de la réforme, le management autoritaire, les évolutions des publics accueillis, la santé des personnels, l’impact sur leurs carrières, les positionnements, les contradictions des collègues sur ce qu’il faudrait faire de la réforme et surtout, principalement, ce que font les collègues de cette réforme.

**En découlent logiquement des questionnements concernant l’activité syndicale elle-même, à partir d’expériences concrètes**

1. L’activité spécifiquement syndicale et l’engagement syndical collectif dans la recherche-action :

* au niveau national et académique (où des interviews ont été réalisées) : quelle exploitation syndicale du matériau accumulé ? Quels outils syndicaux, quelles initiatives et expériences syndicales nouvelles peut-on construire (poursuite d’interviews, stages, heures d’information syndicale…) ? Quelle communication syndicale en direction des collègues va-t-on tirer de la recherche-action ? Avec en perspective la mise en mouvement des collègues dans un cadre syndical, sur la question spécifique de la réforme ?

*Quel travail syndical concret à partir des interviews et des autres initiatives ?*

1/ Reconnaître et comprendre comment les enseignants développent leur propre résistance face à la réforme

La lecture des interviews permet de déceler les micro-résistances qui s’enracinent dans l’activité quotidienne des professionnels qui doivent construire un enseignement qui ait du sens. On peut déceler aussi l’émergence de micro-collectifs informels, d’échanges permanents, de solidarités professionnelles.

On peut ainsi toucher du doigt la façon dont les professionnels dessinent des alternatives à travers les dilemmes et les micro-choix à trancher en permanence, à travers le travail sur les prescriptions, les normes et les valeurs dont la réforme est porteuse et auxquelles ils opposent et ajoutent leur propre monde de valeurs, de normes, de métier. Tout cela est ténu mais perceptible.

Cela se fait pour l’essentiel en dehors du syndicat mais ne demande qu’à être relayé par une activité syndicale qui peut être réfléchie et débattue dans les collectifs syndicaux et avec les professionnels.

2/ Cheminer progressivement et collectivement vers cette prise en charge du travail réel, de ce travail invisible que les interviews et autres expériences tentent de mettre en visibilité.

Il n’est pas simple dans les pratiques syndicales courantes de prendre le temps d’écouter, de se dire le travail de comprendre comment ces professionnels interviewés mettent à distance leur activité, analysent leur vécu avec leurs propres mots. Cela parle de l’activité singulière d’individus singuliers, dans une situation particulière. Cela parle aussi du monde où nous vivons, de la société qui se construit, des rapports aux autres humains. Tout cela débouche sur des débats de normes, de critères, des débats de valeurs, des mondes qui s’affrontent, des conflits de travail qui émergent. Des conflits en partie refoulés et qui cherchent à se déployer.

3/ A partir de cette reconnaissance et de ce cheminement collectifs au sein du syndicat, il s’agit de trouver la façon de rendre compte dans le discours syndical de cette richesse.

Comment rendre compte de toute cette activité, de cette créativité, des marges d’initiatives ? Car les sujets humains ne font jamais ce qu’on leur demande de faire. Ils ne s’adaptent pas mais créent leur environnement… Enfermer toute cette activité humaine dans le simple concept de « souffrance au travail » est source de confusion et risque d’entraîner vers de fausses pistes, celle de la compassion par exemple ou de la dénonciation sans perspectives. C’est de perspectives collectives élargies, mais ancrées sur leurs propres perspectives et leur propre conception du métier dont ont besoin les professionnels.

4/ Le syndicat à tous les niveaux doit en débattre avec les intéressés, individuellement et collectivement et dans ses propres instances.

5/ Utiliser ce matériel lors des contacts institutionnels avec l’administration et le ministère de l’Education Nationale. Ceci a été fait à plusieurs niveaux, notamment lors d’une intervention au CHSCT ministériel en novembre 2013 (Voir texte « Paroles de profs » en annexe 1). Les retours d’enquêtes ont également permis de faire valoir la nécessité de simplifier les grilles d’évaluation de l’épreuve de projets et d’obtenir, partiellement, satisfaction sur ce point.

Mais il apparaît clairement que ce matériel n’a pas été exploité au mieux, et en particulier l’organisation syndicale n’a pas été en mesure de construire de nouvelles mobilisations en vu d’obtenir des améliorations de conditions d’études pour les jeunes et de travail pour les enseignants.

**Pourtant, les difficultés demeurent ; un sondage réalisé par les SNES-FSU entre mai et octobre 2015 (voir annexe 2 une synthèse globale des réponses et sur** <http://www.snes.edu/Enquete-Voie-technologique-du-SNES-FSU-les-resultats.html> **) auprès des enseignants des disciplines technologiques montre que les problèmes liés aux pertes de repères disciplinaires, aux procédures d’évaluation, mais également aux finalités mêmes des formations et aux possibilités de réussite dans les poursuites d’études restent posés.**

**Aujourd’hui, après 5 ans de mise en œuvre de la réforme, les collègues n’envisagent plus « une remise à plat de la réforme ». Ils ne souhaitent pas un nouveau chamboulement qui risquerait de se traduire pas une nouvelle perte de sens pour les enseignements des séries technologiques. L’action syndicale se déporte donc vers le traitement des conséquences de ces réformes, à la fois en termes de travail pour les enseignants, notamment mais pas seulement par l’action en CHSCT, en termes de propositions sur les contenus de formation et les procédures d’évaluation, mais également en termes de possibilités de réussite des jeunes, qui sont passés par ces séries technologiques sinistrées, dans l’enseignement supérieur, en BTS, IUT ou à l’université. Le travail de mobilisation doit donc se poursuivre, en intégrant l’ensemble des enseignants des disciplines technologiques ET générales, avec également nos camarades de l’enseignement supérieur.**

*SNES-FSU, secteur enseignements technologiques*

**------------------------------------------------------------------------------------**

**Annexe 1 :**

**Intervention CHSCT ministériel 14-10-2013**

**Paroles de profs**

Depuis le début de la mise en œuvre de la réforme des séries technologiques industrielles, le SNES, avec la FSU et l’Institut de recherche de la FSU, est allé vers les collègues pour recueillir leurs impressions, leurs difficultés, leur stratégie, leurs échecs, leurs réussites. Nous avons interviewé plusieurs dizaines d’enseignants de STI en seconde, en première et en terminale.

Ces entretiens, visaient à produire des connaissances. Comment les collègues vivent-ils les réformes qui leur sont imposées ? Comment leur travail s'en trouve t-il transformé ? Le but étant, en donnant la parole aux principaux intéressés, de mettre à jour une expertise professionnelle souvent méconnue sinon déniée par l'organisation du travail elle-même. Il s'agit, par ce biais, par une meilleur prise en compte de la parole des acteurs sur le terrain, d'œuvrer à la transformation des situations de travail de façon qu'elles leur permettent de faire un travail de qualité, un travail à la fois efficace pour les élèves et épanouissant pour les professeurs.

**« Un changement radical »**

Ce sont les mots qui reviennent souvent pour décrire les effets de la réforme des séries technologiques sur l'activité des enseignants.

Un changement, tout d'abord, par rapport **aux effectifs**: « avant on travaillait en demi-classe voire en tiers de classe ». « Là maintenant, vu le contenu, la réforme... l'activité en tiers de classe c'est fini, l'activité en classe entière, ce n'est que ça». »

Mais derrière ce changement, se profile **un changement quant à la nature même du travail,** lequel devient beaucoup plus polyvalent, la qualification des enseignants sur leur discipline de recrutement est niée.

« On ne fait plus du tout les mêmes activités ». « Nous, le changement, il est radical dans ce qu'on faisait » « dans la structure mais aussi au niveau du disciplinaire ». « je fais un peu moins ma discipline, un peu plus de tout...j'enseigne des choses qui ne sont pas ma spécialité..... Je n'ai pas le recul suffisant. Il n’y a pas le vécu. Parfois je suis juste au niveau des élèves ou enfin juste au dessus. »

« Moi, prof de génie électrique, en enseignement transversal, si je dois faire passer des connaissances en mécanique, je ne serai pas un bon prof, c'est sûr. Quand je serai seul devant les élèves, je vais faire des erreurs forcément. On est tous d'accord là-dessus. On aura des questions auxquelles on ne saura pas répondre. Quelle crédibilité a-t-on face aux élèves ? »

**A la polyvalence attendue des enseignants qui « font un peu de tout », à la polyvalence du travail, correspond la polyvalence attendue de l'élève qui « saura un peu de tout » avec une perte de qualité en termes de formation. C’est le sens même du travail qui est transformé, le rapport à la connaissance, à la discipline, et à ce que les élèves doivent acquérir.**

« Avant j'étais plus dans le disciplinaire, maintenant je suis dans l'animation scientifique.

« Le contenu du transversal c'est un peu ça. Les élèves sauront un peu de tout mais pas d'une manière précise. »

Avant, Quand les élèves passaient sur du matériel, sur de la mise en oeuvre, sur de l'activité de projet ça les aidaient dans la compréhension ».

 « On fait de la technologie de surface ».

**Non seulement il y a une méconnaissance de la diversité des modes d’acquisition des savoirs, il y a une uniformisation des modes d'apprentissages – on transporte dans les séries technologiques des méthodes initialement prévues pour les séries générales : la série technologique perd ainsi de son identité – mais cette réforme a ceci d'injuste qu'elle détruit une voie qui avait permis à de nombreux élèves de réussir.**

**C’est la finalité même du travail, sa finalité pédagogique et sociale qui est remise en question, la conception de la culture technologique dispensée.**

« Je reviens sur les effectifs. On avait des élèves avec de grosses difficultés, ils avaient besoin d'un encadrement rapproché. » « On arrivait à en tirer vers le haut quelques uns qui n'y seraient pas arrivés sans les groupes à effectifs réduits. »

**Ces constats s'accompagnent d'un doute sur la pertinence des choix faits par les auteurs de la réforme. Du point de vue de la qualité de la formation dispensée aux élèves, il y a des conflits de critère qui ne sont jamais discutés au sein de l'institution et qui contraignent pourtant les enseignants, dans leur travail quotidien, à faire des choix.**

« Au bout du compte je ne suis pas sûr qu'on va amener des gens, au post bac, au même niveau qu’avant... ». Par contre des diplômés, on en aura, et même des bacs plus plus, des masteurisés, en veux-tu en voilà. . Le problème, c'est pas le diplôme, c'est ce qu'il y a derrière ».

**Parce que la qualité du travail est inséparable de la qualité de la formation initiale, il y a des inquiétudes à la fois sur la qualité du travail à venir, sur la capacité de l'école à assurer une vraie qualification des jeunes au niveau BTS et plus, et la crainte que ces réformes, au final, n'excluent du marché du travail des jeunes qui n'iront pas jusqu'en licence et au delà.**

 « C’est la première fois que je suis aussi dubitatif sur le devenir des élèves… seront-ils aussi bien formés ?… »

**Il y a des interrogations sur le sens même de ces réformes, leurs objectifs réels. Derrière ces questionnements, ces doutes, des conflits de valeurs se profilent qui, eux aussi, ne sont jamais débattus, faute de lieux institués pour le faire, les exprimer au grand jour, débattre des questions qu'ils soulèvent.**

« Le but de la réforme est-il de faire réussir les élèves ?  On peut en douter»

« Les élèves qui seront en difficultés, plus personne ne pourra les sauver ». « On aura moins la possibilité de voir les difficultés des élèves »

La conviction domine qu'il s'agit uniquement d'une réforme budgétaire dont le but est de supprimer des postes.

« Là où il fallait 20 profs, il n'en faudra plus que 6. ».

**Pour tous, l'objectif économique est ce qui explique à la fois la brutalité de la réforme –** « les ateliers c'est fini, rayé de la carte » **-, et son impréparation laquelle va de pair avec l'absence de concertation avec les enseignants. Les enseignants constatent que les ressources indispensables pour mener des changements aussi radicaux manquent à l’appel (matériel, formation, manuels…)**

« Moi personnellement, je trouve que c'est une réforme qui a été extrêmement mal menée, à tous les plans. Au niveau des bâtiments, au niveau du matériel, au niveau de la préparation des profs...rien n'a été coordonné, tout a été fait à la va-vite :

**La même impréparation s'observe au niveau de la formation des enseignants, où les besoins sont énormes.**

« Nous sommes une vingtaine de profs qui avons suivi un plan d'adaptation pour enseigner en transversal. On nous a proposé des formations mais sans décharge. Mais il y a une telle disproportion entre ce qu'on nous a annoncé dans le plan d'adaptation et la réalité que c'en est étonnant. On nous donnait un cours général sur un élément, pas du tout adapté à nos élèves, et quand on leur demandait comment on fait pour l'adapter aux élèves, on nous disait : ce n'est pas notre problème. Vous vous débrouillez pour l'adapter...Ils se sont rendus compte au bout d'un an, que ça ne collait pas du tout, et là, maintenant, on n’a plus rien

**Le changement dans les façons de travailler (des effectifs plus lourds, plus d'ateliers, davantage d'informatique), l'absence de supports (manuels, documents, étude de cas), de formation, est ce qui explique l'accroissement colossal de la charge de travail, et la course effrénée après le temps.**

« Depuis la rentrée, en spécialité, on n’a pas donné un seul document qui était identique à l'année dernière, pas un seul. Tout a été revu et refait ».

« Je me suis rendu compte que j'avais de moins en moins de temps pour faire autre chose chez moi ». « Mon temps de travail a augmenté considérablement ».

« On a un travail par dessus la tête avec cette réforme »

**Les enseignants ne sont pas contre le changement, et le fait de devoir inventer, innover. Ils demandent seulement du temps et des ressources pour le faire correctement. Ils vivent très mal le travail au coup par coup sans ligne directrice claire.**

« La réforme, je l'ai vécue déjà l'an dernier Il a donc fallu créer, chercher, innover. C'était bien, ça tombait bien, mais c'était effectivement très difficile… Quand il faut le faire le jour pour le lendemain, c'est effectivement très douloureux. »

**Malgré la surcharge de travail, ils n'hésitent cependant pas à s'engager bénévolement avec leur élèves dans des activités périphériques (club de robotique, projets divers) gourmandes de temps mais qui font sens pour eux, qui redonnent du sens à leur métier, et sont source de satisfaction et d'un plaisir partagé avec les élèves.**

«Ca demande un temps, j'ose même pas en parler, et celui-ci n'est pas rémunéré, c'est du bénévolat, mais c'est le bon à côté de ce que je fais depuis un an. C'est quelque chose sur lequel je suis prêt à me réinvestir encore ».

**L’an dernier alors que s’approchent les épreuves au baccalauréat, les enseignants n’arrivent pas à pronostiquer les résultats de leurs élèves. Ils n’ont aucune idée des résultats et ils n’ont que peu d’idées ce que qui sera proposé dans les sujets de bac.»**

« En enseignement transversal, on ne sait pas ce que les élèves ont réellement retenu, c’était du saupoudrage... Et puis on ne sait pas ce qu’il va tomber, une épreuve sur l’ensemble des disciplines, ce n’est pas possible. »

**Et lors des corrections, les professeurs se sont sentis dépossédés de l’évaluation, Ce n’est pas eux qui ont mis les notes.**

« On nous a proposé d’indiquer dans une grille et pour chaque question une croix en fonction du niveau de réponse. Puis on l’a recopiée sur un ordinateur dans un tableur. Lorsque toutes les copies ont été corrigées de cette façon, l’inspecteur a déplacé le curseur pour obtenir la note moyenne qu’il souhaitait. »

**La grande majorité des enseignants on essayé de « s’en sortir »**

**Face à cette situation d'intensification du travail d’une réforme mal réfléchie, bâclée, les enseignants qui s’en sortent le font grâce au travail collectif qu’ils organisent eux-mêmes comme ils peuvent. Le débat et les échanges entre collègues constituent la ressource la plus présente pour tenir le coup malgré tout...**

**Ils s'en sortent également, momentanément, grâce à des arrangements locaux : en élargissant leurs marges de manœuvre, là encore comme ils peuvent, souvent contre ce que l’on tente de leur imposer. Dans des lycées, ils ont par exemple divisé l’enseignement transversal entre plusieurs enseignants de disciplines différentes, chacun intervient sur son domaine de compétence. Les heures d’accompagnement ont été rendues aux disciplines industrielles.**

**Au total, les enseignants font une critique sans concession de la réforme et des conditions de sa mise en place, sur la base de leur vécu. Ils demandent des mesures immédiates afin de pouvoir enseigner leur discipline de recrutement, de pouvoir remettre les jeunes dans des situations d’apprentissage favorables. Ils demandent de pouvoir de nouveau faire leur métier d’enseignant.**

**--------------------------------------------------------------------------------**

**Annexe 2 : Janvier 2016**

****

**RÉFORME DES SÉRIES TECHNOLOGIQUES : UN BILAN ALARMANT QUI IMPOSE UNE CORRECTION URGENTE**

Après 4 années de la réforme de la voie technologique, le ministère de l'Éducation Nationale s'engage dans la rédaction de son bilan. Le SNES pour sa part a réalisé ces derniers mois une enquête sur les quatre principales séries technologiques STI2D, STMG, ST2S et STL auprès des enseignants qui ont eu la charge de la mettre en place. Plus d'un millier de réponses individuelles ou collectives nous permettent de dresser un bilan exhaustif de la situation dans les établissements et de l'appréciation des collègues.

**Des effectifs de plus en plus lourds, des divisions et des professeurs moins nombreux !**

Les remontées de l'enquête font apparaître que cette réforme a été le prétexte à une réduction des moyens entraînant des suppressions de postes sans atteindre les objectifs fixés :

Il n'y a pas de rééquilibrage des séries générales et scientifiques vers les séries technologiques, pas de progression du nombre de filles vers les séries industrielles. La progression globale reste inférieure à la démographie en lycée.

Les élèves ont été concentrés dans des classes moins nombreuses, dégradant ainsi les conditions de travail des élèves et des professeurs et portant préjudice à la construction de pré-requis pour la poursuite d’études.

L'organisation pédagogique et la répartition selon les disciplines des heures à effectif réduit sont extrêmement variables dans les établissements ; à défaut d'un pilotage national chacun fait comme il peut et doit faire face à la mise en concurrence avec les autres disciplines. La diminution des heures disciplinaires pour financer l'Accompagnement Personnalisé n'est pas efficace.

L'évaluation est biaisée, réalisée par des jurys fragilisés. Chronophage elle impacte le temps de formation y compris en technologique en LV alors que le temps de présentation du projet est insuffisant. L'apparition du CCF dans l'épreuve projet masque l'absence de connaissances au bénéfice d'hypothétiques compétences, alors que les coefficients des épreuves sont importants.

Les poursuites d'études souvent sans rapport avec la spécialité suivie révèlent la disparition de sens technologique à la formation et hypothèquent le renouvellement en techniciens aptes à répondre aux besoins.

En **STMG**, les professeurs attachés à une démarche active et technologique, ne parviennent plus à les mener et en déplorent les effets sur les élèves. La réduction horaire est au centre des blocages des apprentissages, malgré une remise à plat des contenus attendue qui donne satisfaction aux collègues. Les problèmes de gestion de classe, de démotivation des élèves sont amplifiés et l’image de la série en souffre. L'échec de la 1ère commune accentue le déséquilibre du flux en Terminale, la spécialité SIG en pâtit le plus de même que les effectifs GCF. La grille horaire est un échec, la perte horaire sur les 2 niveaux se concentre sur les sciences de gestion en 1ère et les enseignements spécifiques en Terminale. La réduction horaire de 25% pour les élèves est un handicap important.

En **STI2D**, le coût humain est immense et la perte de ressources humaines incroyable. La qualification des professeurs experts dans leur spécialité a été niée entraînant la fuite des enseignants vers les STS où leur compétence professionnelle est nécessaire et des reconversions sur des postes en LP et collège. La disparition de la mise en œuvre a brisé le modèle d'apprentissage original qui faisait le succès de cette série. L'apparition d'un enseignement transversal, sans borne, impossible à enseigner pour 83 % des professeurs ni à évaluer, trompe tout le monde sur les acquis à l'issue de la formation.

En **ST2S**, l'enseignement d'exploration « santé social » en 2nde fusionnant les 2 enseignements Biologie-Sciences Médico-Sociales a été le facteur précurseur de la dénaturation de l’enseignement technologique et n'est pas pris au sérieux par les élèves. Les programmes en Sciences et Techniques Sanitaires et Sociales et en Biologie du cycle terminal sont jugés trop ambitieux pour des élèves qui n’ont pas les pré-requis technologiques suffisants alors que le temps a diminué. Les enseignants dénoncent l’absence de cadrage national de l'épreuve anticipée Activités Interdisciplinaires et de l'épreuve projet. Leur organisation et leur évaluation sont très hétérogènes sur le territoire et le temps manque. L'interdisciplinarité pour les AI et l'ambition de l'épreuve projet sont questionnées. Une préparation aux concours paramédicaux et sociaux pré-bac est plébiscitée.

En **STL**, la réforme a entraîné une inégalité de répartition des disciplines entre professeurs de biotechnologie, de sciences physiques et parfois de SVT, ainsi que la mise en concurrence des heures à effectifs réduits. Le CCF prend trop de temps pour l'évaluation au détriment de la formation. Il est demandé un retour sur les pratiques et un cadrage national de la réforme. Néanmoins les professeurs à 80 % sont satisfaits des effectifs pas trop chargés ainsi que de leur conditions de travail et 60 % sont satisfaits du nouveau programme.

**Le SNES va communiquer avec la profession sur ce bilan et formule de nombreuses propositions afin de redonner du sens à la formations dans les séries de la voie technologique et les portera auprès de l'inspection pédagogique et du ministère.**